

Travailleurs et citoyens mécontents à Béjaïa

Route nationale et édifices publics fermés

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dixième année - N° 3686 - Mardi 6 octobre 2015 - Prix : 10 DA

Oued El-Harrach et lac de Reghaïa

Les usines responsables de la pollution menacées de fermeture

Page 24

Facilitation et contrôle

Le nouveau code des douanes prêt fin 2015

Page 4

Trappe à liquidité

Par Mohamed Habili

Au bout du compte la Fed, la banque centrale américaine, n'a pas augmenté ses taux d'intérêt, comme beaucoup s'y attendaient et l'espéraient même, et plus que tout le monde les banquiers américains, avant que le ralentissement de l'économie chinoise se confirme tout en faisant craindre une recrudescence de la crise, une rechute dans les affaires de cette dernière. Paul Krugman, prix Nobel d'économie et chroniqueur au «New York Times», s'est félicité de cette déconvenue des banquiers, à la grande influence desquels il impute la tentation des autorités monétaires américaines de procéder à l'augmentation du loyer de l'argent, ce qui tout de même n'a pas été fait depuis maintenant une décennie. Pour lui, la hausse des taux d'intérêt ne serait justifiée que dans le cas d'une inflation non seulement revenue mais croissante, ce qu'on ne constate guère pour le moment. L'expansion monétaire à l'œuvre depuis quasiment les débuts de la crise a pour but entre autres de susciter ces fameux 2% d'inflation, ou du moins de les approcher, ce qui le cas échéant serait la preuve que l'économie est repartie, et que de plus elle avance dans la bonne direction. C'est qu'une reprise qui ne s'accompagne pas même d'un début d'inflation est dans la vulgate économique en vigueur non seulement une sorte d'ovni, mais quelque chose qui n'augure rien de bon.

Suite en page 3

Multiplication des initiatives politiques sans consensus

La fuite en avant des partis



Phis > D. R.

Depuis quelque temps, les partis en Algérie sont en course pour vendre des initiatives aux Algériens alors que ces formations politiques peinent déjà à se rassembler autour d'un projet en faveur du pays en ces moments de crise économique et menaces sécuritaires aux frontières. Lire page 3

Manque d'hygiène et de personnels dans les cantines scolaires

Les directives de la ministre tombent à l'eau

Page 2

Prix «Mohamed Khadda» des arts plastiques à Mostaganem

Quarante artistes en concurrence pour le premier prix

Page 13

Commémoration des événements du 5 octobre 1988
Un statut de victimes de la démocratie réclamé

UN RASSEMBLEMENT de commémoration et de protestation a été observé hier par les familles des victimes et les blessés du soulèvement populaire du 5 octobre 1988 sur l'esplanade de la maison de la culture de Béjaïa. Cette action a été organisée sous la houlette de l'association des familles des victimes et blessés de ces événements avec la participation des membres du comité de réhabilitation du 5 octobre 1988 composé de plusieurs organisations de la société civile dont la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'Homme (LADHD), l'Association des victimes du 5 octobre 1988 (AVO), le Comité de solidarité aux travailleurs de la wilaya de Béjaïa (CSTWB), le Café littéraire de Béjaïa (CLB). Ces derniers ont revendiqué hier, une Algérie démocratique et sociale, le respect des libertés d'opinion et d'expression, Les droits d'organisation de manifestations et de grèves, un statut digne des victimes d'octobre et enfin la libération des détenus d'opinion. Le président de l'Association des victimes du 5 octobre 1988 de Béjaïa M. Yahiaoui a renouvelé hier sa détermination «à poursuivre le combat jusqu'à satisfaction des revendications de l'association, notamment la promulgation d'un statut de victimes de la démocratie et la réparation morale et matérielle des familles des victimes et les blessés. Dans une déclaration remise à la presse, les organisateurs soulignent que «depuis 27 ans, le pouvoir n'avait comme seul réponse que la confiscation des libertés démocratiques, chèrement acquises au prix de nombreux sacrifices conjugués à un arsenal de lois antisociales fragilisant et paupérisant la majorité des Algérien(ne)s». Et d'ajouter: «aujourd'hui encore la situation est marquée par la précarité, l'accroissement du chômage, elle est matérialisée par une déréglementation généralisée qui permet d'offrir une main-d'œuvre à bas prix au profit de l'oligarchie au pouvoir». Pour les auteurs de la déclaration, les forces vives doivent se mobiliser pour «construire une Algérie démocratique et afin d'être fidèle au projet pour lequel tant de sacrifices ont été consentis estimant que cet événement est porteur d'espoir pour une Algérie républicaine et démocratique et sociale».

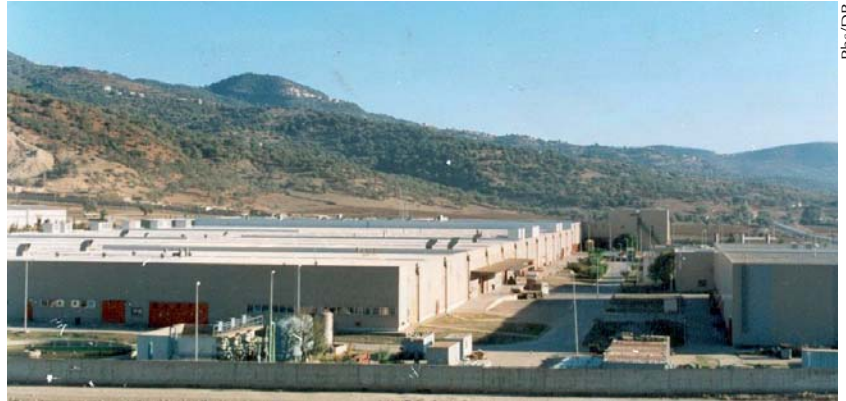
H. C.

Travailleurs et citoyens mécontents à Béjaïa

Route nationale et édifices publics fermés

■ Après avoir fermé l'usine avant-hier, les travailleurs de l'unité du textile Alfaditex de Rémila (Sidi-Aïch) ont fermé hier matin la RN 26 pendant près de deux heures.

Les négociations menées la veille avec le directeur de l'unité qui a transmis les doléances de ces derniers à la direction générale n'ont pas abouti dans la journée, d'où la colère de ces derniers qui sont revenus à la charge hier matin en fermant la route pendant deux heures avant de décider de surseoir à leur action après avoir reçu un courrier par fax de la direction générale contenant un engagement de satisfaire leurs revendications prochainement. Ces dernières consistent en leur «confirmation» aux postes de «contractuels» après six ans d'exercice et «la validation» des dossiers des employés en âge de partir en retraite. «Nous avons décidé de rouvrir la route après avoir reçu un courrier de la direction générale qui s'est engagée à prendre en charge nos revendications mais, nous restons mobilisés et vigilants et nous pourrions revenir dans la rue si les engagements pris aujourd'hui ne sont pas respectés rapidement», déclarent des travailleurs déterminés, hier. Par ailleurs, les habitants du village El-Mizab de la commune de Seddouk ont fermé hier plusieurs édifices publics dont les sièges de l'APC et de la daïra ainsi que le siège de l'agence commerciale de la SDE (ex-Sonelgaz). Les villageois justifient leur triple action par le fait que les autorités locales n'ont pas tenu leurs engagements consignés dans un document qui avait sanctionné leur réunion



Phs/DR



commune du 11 août dernier. Une réunion qui avait été tenue suite à la fermeture du siège de l'APC par ces derniers. Pour le P/APC, «nous avons fait ce que nous pouvions et le revêtement de la route se fera prochainement mais, il faut un peu de

temps». Pour les mécontents, «le bus du transport scolaire mis à la disposition des écoliers du village arrive toujours en retard aux écoles car il vient au village pour en dernier transporter nos enfants». Les protestataires relient le fait que les revendications

liées au raccordement du village au gaz de ville, l'électricité, le revêtement de la route, n'ont pas été pris en charge et l'assainissement a été fait à moitié. Dans la commune de Tichy, les travailleurs des catégories des corps communs et ouvriers professionnels relevant du Syndicat national des corps communs et ouvriers professionnels de l'Éducation nationale (SNCOPE) sont entrés en grève illimitée pour exiger le renforcement du personnel de la cantine scolaire de l'établissement par le remplacement des ouvriers ayant pris leur retraite dont un est décédé. «La grève est illimitée jusqu'à ce que la tutelle prenne une décision de renforcer la cuisine en personnel car le peu de travailleurs qui reste est dépassé», soutient un syndicaliste.

Hocine Cherfa

Manque d'hygiène et de personnels dans les cantines scolaires

Les directives de la ministre tombent à l'eau

Les responsables des écoles dans les différentes villes du pays n'ont pas mis en œuvre les directives de la ministre de l'Éducation nationale concernant les cantines, pour lesquelles elle avait annoncé un budget de plus de 20 milliards de dinars. En effet, dans nos établissements scolaires «primaire, moyen, secondaire», les cantines, encore cette année, manquent cruellement de personnels. L'hygiène n'est pas au rendez-vous non plus. La cantine, un endroit primordial pour les élèves qui n'ont nulle part où aller pour manger, souffre, à l'image de nos écoles, d'un manque de personnels. D'après nos renseignements, plusieurs cantines souffrent un manque d'hygiène terrible. Le manque de personnels est en partie la cause de ce laisser-aller et de la saleté remarquée par les parents d'élèves, les élèves et les enseignants. En effet, dans les différents établissements scolaires, cette année 8 112 475 élèves ont rejoint les bancs de l'école: 4 109 964 élèves dans le cycle primaire, 2 666 227 dans le

cycle moyen et 1 336 884 dans le cycle secondaire, encadrés par plus de 400 000 enseignants. Toutes ces personnes doivent être servies et nourries, ce qui n'est pas une tâche facile pour les quelques travailleurs qui assurent le service. Le ministère de l'Éducation nationale avait consacré pour cette année un budget de plus de 20 milliards de dinars destiné aux cantines scolaires au niveau des établissements de l'enseignement primaire du territoire national afin d'assurer des repas équilibrés aux élèves et notamment pour de meilleures conditions de scolarisation en particulier dans les zones rurales. Ce budget ne semble malheureusement pas assuré un repas équilibré et chaud et surtout propre pour nos enfants. En vue d'améliorer les conditions d'accueil des élèves au début de cette année scolaire 2015-2016, la ministre avait annoncé l'ouverture de plusieurs cantines. Elle avait affirmé que l'Etat augmente toujours sa contribution au financement des cantines auxquelles participent



Ph/DR

également les APC et les APW afin de couvrir le plus grand nombre d'écoles en matière de cantines pour les généraliser à travers tout le territoire national, notamment au niveau des grandes villes de la capitale, sachant que les prestations des cantines scolaires soulagent en quelque sorte les parents d'élèves. Concernant les cantines scolaires, le wali avait affirmé qu'une enveloppe complémentaire a été dégagée par la wilaya pour améliorer les repas, ajoutant que la cantine scolaire restera ouverte tous les jours y

compris le mardi. Ce qui n'est pas le cas ; car les repas sont toujours aussi pauvres et froids. Et dans certaines écoles d'Alger, des cantines ferment le mardi contrairement aux propos du wali. Les élèves habitués des lieux disent trouver des morceaux de bois et autres saletés dans leurs assiettes. Il est bon de rappeler que l'Algérie compte actuellement plus de 14 500 cantines scolaires et presque toutes souffrent un manque de personnels.

Thinhine Khouchi

Multiplication des initiatives politiques sans consensus

La fuite en avant des partis

■ Depuis quelque temps, les partis en Algérie sont en course pour vendre des initiatives aux Algériens alors que ces formations politiques peinent déjà à se rassembler autour d'un projet en faveur du pays en ces moments de crise économique et menaces sécuritaires aux frontières.



Phs/E. Soraya/J. A.

Par Nacera Chennafi

A lors que l'opposition peine à se rassembler autour d'une seule initiative politique, les partis du pouvoir proposent leurs démarches, chacun de son côté. Après le Rassemblement national démocratique et Tajamou Amel El Djazair qui avaient annoncé chacun sa propre initiative politique, c'est le Front de libération nationale qui exige d'être meneur d'initiatives en proposant un Front de soutien au Président Bouteflika sous l'appellation «Initiative politique nationale pour avancer dans la cohésion et la stabilité». Ainsi, des consultations seront lancées dans les prochains jours et les patrons du RND et du TAJ, à savoir Ahmed Ouyahia et Amar Ghoul, doivent renoncer à leurs initiatives.

Ouyahia avait annoncé la constitution d'un pôle de soutien au Président Bouteflika mais la proposition avait été rejetée par Saadani. Dans sa dernière conférence de presse, Ouyahia avait indiqué qu'il n'avait pas de problème concernant l'appellation mais l'essentiel, selon lui,

est de se rassembler. Pour sa part, Amar Ghoul propose une initiative de son parti portant sur «un rassemblement des forces vives de la nation», pour en faire «un rempart», alors que dans le passé il avait applaudi les deux initiatives.

D'autre part, l'initiative de Saadani nous rappelle l'Alliance présidentielle qui avait regroupé le FLN, le RND et le MSP, puis a disparu sans laisser de traces. Cela nous rappelle aussi les comités de soutien au président de la République constitués au temps des élections puis ont disparu. Le patron du FLN a lancé une énième appel à l'opposition pour se joindre à son initiative politique et l'invite à agir et ne pas se contenter de dire «non». Un appel qui ne semble pas intéresser une partie de l'opposition. Saadani dit ne pas vouloir déranger l'opposition à travers son initiative mais il s'agit, selon lui, d'une concurrence loyale.

A peine lancée par le secrétaire général du Front de libération national, Amar Saadani, son initiative portant constitution d'un front de soutien au Président Bouteflika est rejetée par le Mouvement de la société pour la

paix.

C'est à travers un communiqué signé par le secrétaire national à la communication et à l'information du parti que le MSP dit non à l'invitation du secrétaire général du FLN, Amar Saadani, à participer à son initiative appelée «Initiative politique nationale pour avancer dans la cohésion et la stabilité».

Dans un communiqué rendu public sur le site du parti, le MSP se dit «non concerné, ni de près ni de loin» par l'appel de Saadani, qualifiant l'initiative de ce parti de «vieille rengaine sans contenu».

Ce n'est pas tout, puisque le MSP estime que le FLN «ne s'est pas encore départi du langage de condescendance et de l'esprit de parti unique dont le pouvoir en place et ses partis politiques nous ont habitués» et qui est «le propre des régimes totalitaires», lit-on dans le communiqué. Pour le parti de Mokri, l'Algérie a besoin d'initiatives «sérieuses et effectives» et non de «solutions superficielles».

Pour rappel, le MSP est membre fondateur de la Coordination pour les libertés et la transition démocratique

(CLTD) puis de l'Instance de suivi du travail de l'opposition qui regroupe aussi le président de Talaïou Houriyat, Ali Benflis, réclamant des élections présidentielles anticipées. Mais le SG du FLN affirme que le Président Bouteflika continuera son mandat jusqu'à 2019. Ces partis qui se réclament opposants ne regroupent pas toute l'opposition.

Le FLN ne peut pas compter aussi sur le soutien de Louisa Hanoune, car lors de sa conférence de presse tenue dimanche soir à l'issue de la session du comité central du parti, Saadani a critiqué la patronne du PT en s'interrogeant : « On parle de l'oligarchie mais de quelle oligarchie ? Il faut encourager les Algériens à investir dans leur pays, il faut encourager le secteur privé, même la Chine le fait », conclut-il.

De son côté, le FFS a déjà critiqué implicitement les initiatives de Ouyahia et Saadani et avait rejeté celle de la CNLTD. Il préfère défendre en cavalier seul son initiative portant reconstitution d'un consensus national.

N. C.

Énergie

Khebri examine le partenariat avec l'Espagne et le Mexique

Le ministre de l'Énergie, Salah Khebri, s'est entretenu hier avec l'ambassadeur d'Espagne à Alger, Alejandro Blanco, sur le renforcement de la coopération dans le domaine des énergies renouvelables, indique un communiqué du ministère. Les deux parties, qui ont souligné «l'excellence» des relations bilatérales, «ont insisté sur le renforcement des relations et leur élargissement à d'autres secteurs, notamment aux énergies renouvelables», précise le communiqué. A cette occasion, les entreprises

espagnoles ont été invitées à participer au programme national de développement des énergies renouvelables. Le ministre de l'Énergie a également reçu l'ambassadeur du Mexique à Alger, Juan José Mijares, avec lequel il a évoqué le «développement des relations de coopération entre les deux pays dans le domaine des hydrocarbures, notamment la recherche et la formation», ajoute le communiqué. «L'évolution du marché pétrolier international a été également abordée par les deux parties», selon le document. Par

ailleurs, M. Khebri a également reçu Yoshihiro Shigehisa, président de la firme Japan Gas Corporation (JGC), invité d'honneur aux 10^{es} Journées scientifiques et techniques de Sonatrach (JST) qui se tiennent à Oran du 5 au 8 octobre courant. L'audience a permis au président de JGC de réaffirmer la volonté de la compagnie de consolider, développer et diversifier les relations de coopération traditionnelles avec la compagnie nationale Sonatrach, souligne le ministre.

Kamel L.

LA QUESTION DU JOUR

Trappe à liquidité

Suite de la page une

De taux d'intérêt historiquement bas et pendant si longtemps doit théoriquement résulter une importante augmentation de la masse monétaire, et de cette dernière un rebond du taux d'inflation. Or si l'économie américaine a renoué avec la croissance ces derniers temps, et même avec une assez forte croissance, au regard en tout cas des normes occidentales, grâce notamment à une création monétaire tous azimuts, elle ne fait toujours pas lever sous ses pas ce contrepoint salutaire, sans lequel toute relance est non seulement imparfaite mais douteuse. Si une création monétaire poursuivie sans interruption sur une décennie ne produit pas d'inflation, c'est qu'elle n'aura servi qu'à une seule chose, à empêcher l'installation de son opposé, la déflation, ce qui peut arriver de pire dans une économie qui bat de l'aile. Une inflation qui ne se déclare pas alors que tout est entrepris pour qu'elle s'exprime, n'est-ce pas là la preuve que l'économie est dans la trappe à liquidité, c'est-à-dire dans une situation où la Banque centrale ne peut plus rien faire pour la relancer ? Paul Krugman, sauf erreur de ma part, ni d'ailleurs aucun autre économiste de renom, n'a pas porté ce diagnostic pour ce qui est de l'état actuel de l'économie américaine, ce qui en revanche a été fait depuis longtemps s'agissant de l'économie nipponne. On peut d'ailleurs en dire autant d'un certain nombre d'économies occidentales, et plus encore peut-être de l'économie française qui elle cumule deux fautes : faible croissance, et donc chômage croissant, à la différence sur ce point de l'économie américaine, et accroissement de la masse monétaire, du fait de la politique expansionniste de la BCE. Il n'existe qu'un seul moyen de sortir d'une situation comme celle-ci : le recours à la dépense publique, quand bien même ce serait au prix d'un surcroît de dette. Un pays comme la France ne peut pas s'engager dans cette voie, pour la bonne raison qu'il appartient à un ensemble économique dont la politique économique conjoncturelle prône tout le contraire : l'austérité, c'est-à-dire la réduction de la dette comme la priorité des priorités. Si déjà la notion de trappe à liquidité renvoie à l'image d'un piège qui se referme sur une économie, on peut dire que certains pays européens sont quant à eux doublement piégés : en plus de la trappe à liquidité, par la perte de souveraineté en matière de politique monétaire.

M. H.

Facilitation et contrôle

Le nouveau code des douanes prêt fin 2015

■ Un nouveau code des douanes sera prêt fin de l'année en cours. Il comporte plusieurs amendements en vue de faciliter les procédures douanières et de renforcer le contrôle.

Par Louiza Ait Ramdane

Le code simplifie d'abord les procédures en matière de contentieux. Le nouveau code comporte des amendements et des améliorations sur le plan organisationnel et législatif de l'acte douanier.

En marge de sa visite d'inspection d'un nombre de projets relevant de son secteur dans la wilaya, le directeur général des Douanes, Kaddour Bentahar, a indiqué que des normes en vigueur dans le monde en cours, surtout celles des procédures qui auront un impact important sur la prestation douanière, ont été introduites dans le nouveau code, qui sera présenté, une fois prêt, devant le Parlement. «*Nous opérons, à travers ce texte, des amendements et des améliorations sur le plan organisationnel et législatif de l'acte douanier pour que ce code soit à la hauteur des défis économiques que rencontre le pays*», a-t-il souligné. Pour la réorganisation et

la modernisation de ce corps, M. Bentahar a insisté sur la nécessité de revoir le mode de contrôle douanier, à travers la facilitation des mesures et la réduction du temps de dédouanement. «*Nous assistons à plusieurs phénomènes qui se répercutent négativement sur l'économie et qu'il faut traiter avec la mise place de mécanismes nécessaires et des procédures intelligentes en vue de lutter contre différents maux, à l'instar de la contrebande et de la fraude commerciale, entre autres*», a-t-il dit. Pour l'amélioration des prestations, le responsable a mis l'accent sur la formation des agents de douane, en tant que «*colonne vertébrale*» de la nouvelle stratégie de la direction générale des Douanes pour la période de 2016 à 2019.

La préoccupation est de développer la prestation des douaniers et cette stratégie est axée sur la promotion de l'administration douanière à la hauteur des aspirations de l'économie nationale et orientations mondiales en la matière, a-t-il souli-

gné. Pour ce qui est de la protection de l'économie nationale contre le phénomène de la contrebande, M. Bentahar a affirmé que la douane est omniprésente au niveau des vastes frontières algériennes, signalant que ce déploiement a été renforcé par le projet de réalisation de 80 postes de contrôle dont le tiers sur les frontières ouest du pays.

Les douaniers activent dans la partie ouest de manière permanente avec la coopération des différents corps sécuritaires, à l'instar de l'Armée nationale populaire (ANP) et la Gendarmerie et la Sûreté nationales, dans la lutte contre la contrebande agissant notamment à partir des frontières ouest, a-t-il fait remarquer, déplorant la proportion que prend ce phénomène traduite par la saisie, par les services des douanes seuls, de pas moins de 17 tonnes de kif traité, nonobstant celles opérées par les autres corps de sécurité. Lors de sa visite dans la wilaya d'Oran, Kaddour Bentahar a installé



Abbès Hadi, directeur régional des douanes. Il a également visité l'Ecole nationale des douanes où il a présidé l'ouverture de la troisième session de formation d'inspecteurs des douanes sur les systèmes économiques douaniers avant de se rendre au siège de la direction des douanes d'Oran-port, à la

direction régionale des douanes et au port sec d'Es-Sénia. En compagnie du wali d'Oran, Abdelghani Zaalane, il a présidé l'ouverture d'une session de formation des agents de l'administration territoriale au siège du Centre national de formation des personnels de l'administration locale. L.A.R./APS

Climat

Fréquence des phénomènes météorologiques extrêmes en Algérie

L'Algérie connaît, depuis ces dernières années, des situations météorologiques extrêmes à travers des pluies diluviennes, des canicules et des hivers rudes, perçus comme des effets des changements climatiques, a indiqué hier un responsable de l'Office national de la météorologie (ONM).

«*Les dérèglements observés au cours de l'année hydrologique 2014-2015 est un exemple typique des changements climatiques auxquels l'Algérie pourra être confrontée*», a affirmé Brahim Ambar, en marge de la conférence internationale sur les changements climatiques et le rôle des technologies spatiales, organisée dimanche et lundi à Alger par l'Agence spatiale algérienne (Asal) en partenariat avec le Bureau des affaires spatiales des Nations unies (BAS). Les services de météorologie ont observé des irrégularités climatiques en début novembre 2014 avec un automne puis un hiver très rigoureux marqués par des pluies diluviennes touchant les régions du nord dont notamment la partie Est. «*Début novembre*

2014, nous avons enregistré des précipitations dépassant les 70 mm en deux jours à Jijel et des pluies diluviennes sur la Saoura avec 200 mm au niveau de la région de Béchar. C'est exceptionnel», a-t-il observé. Le début de l'année 2015 a également été marqué par une succession de perturbations assez pluvieuses et une vague de froid balayant presque tout le nord du pays, notamment à l'ouest avec des chutes de neige importantes.

La situation a été aggravée par les pluies diluviennes enregistrées à Tamanrasset au début du printemps dernier, puis par une saison d'été avec des températures caniculaires dépassant la moyenne saisonnière ainsi que des pluies orageuses. Des précipitations atteignant 98 mm avaient été enregistrées en deux heures à Djelfa et à Constantine, soit l'équivalent des quantités tombées durant le seul mois de janvier. «*C'est un phénomène extrême sans précédent*», selon M. Ambar. La période 2014-2015 a connu des épisodes pluvieux et orageux assez importants «*dont l'impact socio-écono-*

mique est sans doute très important», estime-t-il. Paradoxalement, les conditions climatiques sont passées de pluies diluviennes et d'un hiver rude à un printemps sec, ce qui a impacté la production agricole qui a chuté de plus de 30%, a constaté le représentant de l'ONM.

Augmentation du risque acridien

Les services de la météorologie avancent aussi que l'augmentation des épisodes pluvieux dans la région sahélo-saharienne fait augmenter le risque acridien.

«*Le climat a une forte influence sur l'activité acridienne qu'il faudrait surveiller de très près et mobiliser les moyens nécessaires pour faire face à d'éventuelles invasions*», avise M. Ambar. Les pluies assez marquées enregistrées à Tamanrasset, à Illizi et dans le nord du Sahel, sont un facteur qui encourage la formation d'essaims acridiens notamment durant la période automnale. «*Un*

moindre coup de sirocco pourrait créer des couloirs d'invasion vers l'Algérie durant le printemps prochain», prévient-il encore. «*La reproduction estivale du criquet au niveau de l'extrême sud algérien et le nord des pays du Sahel (Mauritanie, Niger et Tchad), favorisée par les conditions climatiques qui y ont prévalu cette année, est un phénomène rarement observé*», a indiqué à l'APS Mohamed Lazar, chef de département de lutte anti-acridienne à l'Institut national de la protection des végétaux (INPV). Ces conditions climatiques ont forcé la vigilance de l'INPV qui a mobilisé son dispositif de lutte préventive composé d'équipes de prospection et d'un réseau de collecte d'informations auprès des nomades, des militaires et des voyageurs. Cet ingénieur souligne que le dérèglement du climat marqué par une forte fréquence des pluies va élargir la zone de reproduction estivale du criquet vers l'Algérie considérée, jusqu'à présent, comme zone de reproduction printanière.

Ahlam B./APS

Tempêtes marines et sahariennes

Des systèmes d'alerte précoces préconisés pour l'Afrique du Nord

Des systèmes d'alerte précoces et des services météo-climatiques de référence devraient être mis en place dans la région de l'Afrique du Nord et de la Méditerranée pour faire face à l'intensité des tempêtes marines et sahariennes provoquées par les changements climatiques, ont préconisé, hier à Alger, des experts à l'occasion d'une conférence internationale sur les changements climatiques. Intervenant au deuxième jour de cette conférence, dont le thème

traite des «*changements climatiques, une réalité à prendre en compte dans les trajectoires de développement : modélisation, outil spatial et adaptation*», Mohamed Sadek Boulahya, expert dans le domaine du climat au Centre régional Afrique, a relevé que l'augmentation des fréquences et de l'intensité des tempêtes marines et sahariennes en Afrique du Nord et en Méditerranée sont considérées comme étant de «*nouveaux fileaux*» pour la région. Pour cet

ancien directeur général de l'Office national de la météorologie, ces tempêtes sont des «*conséquences*» des changements climatiques qui n'ont jamais été observés dans les pays de région auparavant, relevant aussi que les systèmes de surveillance et banques de données climatiques ne les ont pas pris en compte. De ce fait, M. Boulahya a préconisé de développer des systèmes d'alerte précoces et de services météo-climatiques de référence pour

chaque pays ou région dans le but, a-t-il dit, d'anticiper sur les mesures préventives et réduire les risques. Il a cité, à ce propos, la récente initiative du Centre régional Afrique et du Plan bleu consistant en une action d'adaptation et de résilience au changement climatique, intitulée «*vigilance et gestion intégrée du risque lié à la variabilité climatique*». M. Boulahya a expliqué que cette vigilance et gestion se déclinent en plusieurs étapes, à savoir l'étude des besoins, l'ana-

lyse de l'existant et la mise en œuvre des systèmes d'alerte et de conseil, précisant que la gestion des risques doit être complétée par un mécanisme de transfert des risques résiduels nécessitant des bases de données très riches. Il a estimé qu'il s'agit là d'informations et d'assurances «*peu coûteuses*» qui répondent parfaitement aux attentes des populations et des secteurs économiques concernés par les changements climatiques, dont l'agriculture. A. B.

Tourisme

L'investissement, un vecteur essentiel pour la relance

■ La stratégie nationale de développement du tourisme fait de l'investissement un «vecteur essentiel pour sa relance», a estimé, dimanche à Souk Ahras, Zoubir Mohamed Sofiane, directeur d'évaluation et de soutien des projets touristiques au ministère de l'Aménagement du territoire, du Tourisme et de l'Artisanat.

Par Inès D.

Intervenant au cours d'une journée d'étude sur «Les mécanismes d'appui à l'investissement touristique», organisée à la salle Miloud-Tahri de la ville, le même responsable a insisté sur «la place importante qui revient à l'investissement dans le Schéma directeur d'aménagement touristique (SDAT) à l'horizon 2030».

Il a également rappelé «l'encouragement du ministère aux projets touristiques adaptés aux spécificités de chaque territoire».

Insistant sur la complémentarité entre les différents secteurs, le représentant du ministère a estimé que le développement du tourisme «ne peut s'opérer sans la diffusion d'une culture touristique» et «sans l'implication d'autres secteurs comme les



PH. ZORR. transports, l'agriculture, les religions». La rencontre s'est tenue en présence des autorités

de la wilaya, d'investisseurs, d'opérateurs touristiques et de cadres de l'Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI) et de l'Office national du tourisme.

Depuis le 1^{er} septembre, de nouvelles mesures de facilitation sont consenties aux investisseurs, a ajouté Mohamed Sofiane, citant, notamment, la limitation à trois (au lieu de sept auparavant) le nombre de documents exigés pour constituer un dossier d'investissement, en plus de l'étude du projet en une semaine au lieu d'un mois, l'information du porteur du projet de la décision de la commission nationale «le jour même de tenue de la séance de délibération» et le traitement électronique des dossiers d'investissement.

La directrice du guichet unique de l'ANDI à Souk Ahras,

Wahida Bikas, a invité les porteurs de projets à profiter des avantages et des mesures incitatives accordés pour concrétiser la relance du secteur touristique, surtout sans une wilaya comme Souk Ahras, connue pour ses innombrables atouts.

Une exposition a été organisée en marge de la rencontre par l'Office du tourisme, l'association Fath pour la chasse touristique, la tapissière Zahia Karoui de la commune de Rakouba et le calligraphe Mohamed Bouthlidja à qui le wali, Abdelghani Filali, a demandé d'assurer la décoration du nouveau siège de la commune de Souk Ahras et de la nouvelle mosquée El Amane.

I. D./APS

Exportation

Naissance du premier groupe d'exportateurs de poissons

La naissance du premier groupe régional d'exportateurs de produits halieutiques au niveau national a été annoncé dimanche à Oran. Une dizaine d'exportateurs ont signé un mémorandum d'accord sur la création de ce groupe à l'occasion de la clôture de la 6^e édition du Salon international de la pêche et de l'aquaculture (SIPA) au Centre des conventions Mohamed-Benahmed d'Oran, en présence des représentants d'organismes nationaux et internationaux, du président de la Chambre algérienne de la pêche et d'aquaculture et de responsables du ministère de tutelle. Ces exportateurs acti-

vent au niveau des wilayas d'Oran, Tlemcen, Mostaganem et Ain Témouchent, a indiqué Mohamed Nouad, chargé de l'accompagnement de ce groupe. Dans une déclaration à l'APS, cet expert auprès de l'organisation des Nations unies du développement industriel, a expliqué que ce groupe constitue un mécanisme de développement des exportations en matière de pêche et permet aux concernés de travailler en réseau. Le groupe permet de renforcer les capacités d'exportation, de promouvoir les produits halieutiques, à faire face à la concurrence du marché extérieur, a ajouté M. Nouad, avant d'annoncer

que cette initiative sera généralisée aux autres régions du pays. Au moins 177 exportateurs d'Algérie et de l'étranger ont pris part au Salon international de la pêche et de l'aquaculture qui a été marqué par l'organisation de plusieurs activités et forums sur des domaines liés au secteur.

Un stand a été réservé à la Corée du Sud en tant qu'invité d'honneur de cette édition.

Cette manifestation de quatre jours a été initiée par la Chambre algérienne de la pêche et d'aquaculture sous l'égide du ministère de tutelle.

Hani Y.

Chute des prix du pétrole

Temmar appelle à la réduction des dépenses publiques

L'ancien ministre de l'Industrie et expert en économie, Abdelhamid Temmar, a appelé, dimanche à Bouira, à la réduction des dépenses publiques afin de faire face à la conjoncture actuelle marquée par la chute des prix du pétrole. S'exprimant lors d'une conférence organisée au niveau du département des sciences économiques de l'Université Akli-Mohand-Oulhadj sous le thème «L'économie algérienne et le choc pétrolier : enjeux et perspectives», M. Temmar a estimé que la réduction des

dépenses publiques constitue «la solution idéale pour faire face aux retombées néfastes de la baisse du volume de la rente pétrolière». L'expert en économie a souligné également la nécessité pour le gouvernement de traiter et d'étudier au cas par cas les dossiers des IDE. Cela permettra, a-t-il dit, de «protéger l'économie nationale», avant d'insister sur l'impératif de «n'autoriser que les investissements ayant trait aux domaines de la technologie et de la formation». Pour l'ancien ministre de l'Industrie, l'encouragement des

IDE passe inéluctablement par la révision de la loi sur l'investissement. «Il n'est pas forcément nécessaire pour le pays d'adopter la règle (51-49) qui régit les investissements étrangers en Algérie, étant donné que le pays avait des mécanismes lui permettant de protéger son économie et faire une sélection après étude des projets», a-t-il expliqué aux étudiants présents dans la salle. Pour remédier à cette situation de crise pétrolière, le conférencier a réitéré son appel quant à la relance des IDE, ainsi qu'à la reprise du programme de

relance élaboré durant les années 2000 en faveur des investissements et de l'industrie.

«Ce programme doit être relancé et réétudié dans le fond afin de supprimer toutes les mesures de ralentissement et renforcer les mesures censées renforcer la croissance économique», a-t-il souligné.

M. Temmar a d'autre part critiqué l'option mise en avant par le gouvernement, à savoir la baisse des importations, qui aura comme répercussion, selon lui, «la hausse du taux d'inflation».

Kh. N.

Oran

Classement de trois hôtels

Trois établissements hôteliers dans la ville d'Oran ont été classés récemment par la commission nationale du tourisme, a-t-on appris dimanche auprès de la direction du tourisme et de l'artisanat. Un établissement hôtelier a été classé dans la catégorie 3 étoiles et deux autres dans la catégorie 2 étoiles parmi une dizaine proposée au classement, a indiqué à l'APS le chef de service du tourisme, Mourad Boujenane. Le classe-

ment de ces établissements en exploitation depuis quelques années a été effectué conformément au décret exécutif 2130 du 11 juin 2000 fixant les normes et les conditions de classement, a-t-il expliqué. Ces établissements hôteliers disposant chacun d'un hall d'accueil avec salon, de chambres d'au moins 20 à 80 mètres carrés, d'un ascenseur et autres installations en bon état, offrent aux clients des prestations de qualité, a-t-il ajou-

té. Le parc hôtelier de la wilaya d'Oran dispose de 158 établissements dont trois classés dans la catégorie 5 étoiles, cinq (4 étoiles), onze (3 étoiles), 19 (2 étoiles), 37 (1 étoile) et 31 dans la catégorie «zéro étoile», a-t-on précisé. Selon la même source, 41 projets d'hôtels d'une capacité totale de 5 273 lits sont en cours de réalisation. Ces projets devront créer 1 296 emplois directs.

Quail H.

Iran Des ministres mettent en garde contre une grave crise économique

QUATRE ministres iraniens ont demandé un changement de politique économique afin d'éviter une profonde crise provoquée notamment par la chute des prix du pétrole, a rapporté hier la presse locale. Les ministres de l'Economie, de l'Industrie, du Travail et de la Défense, affirmant dans une lettre adressée au président iranien Hassan Rohani que la chute du «prix du pétrole, celle de produits essentiels, notamment les métaux, et certaines décisions économiques et politiques non coordonnées à l'intérieur du pays, ont abouti à une baisse sans précédent de la Bourse», de Téhéran.

«L'indice de la Bourse a chuté de 42%» depuis fin 2013, rappellent les ministres dans cette lettre datée d'il y a un mois environ, mais seulement rendue publique hier.

«Si de manière urgente, et selon des règles prévalant en situation de crise, des décisions ne sont pas prises», il existe un risque de «crise profonde», affirment-ils.

Le taux de croissance en Iran a atteint 3% en 2014 et les prévisions pour 2015 tablent sur une hausse de 0,6%.

«Certes, l'accord nucléaire (avec les grandes puissances) a créé une situation unique pour le pays et aura de nombreuses conséquences positives, mais le recul de la demande dans l'espoir d'une baisse des prix est évidente», selon eux. La lettre souligne ainsi que l'industrie automobile, l'une des plus importantes du pays, est menacée d'«arrêt» car «100 000 voitures attendent dans les entrepôts», alors qu'en Iran les voitures sont généralement payées à l'avance.

R. E.

Souk Ahras

A la recherche des débouchés à la production laitière

■ La production abondante de lait réalisée la saison dernière à Souk Ahras (110 millions de litres) a mis au jour un déficit criant en matière d'unités de transformation, a indiqué le directeur des services agricoles.



Grand bassin laitier par excellence, Souk Ahras ne compte que deux petites laiteries d'une capacité de 50 000 litres, ce qui est «très en deçà» des capacités de production de cette filière en constante évolution en termes de cheptel et de nombre d'éleveurs, a souligné ce responsable à l'APS.

Ajoutant que 32 % de la production totale est le fruit de la traite de 9 000 vaches laitières de races modernes représentant 17 % du cheptel de vaches laitières de cette wilaya, fort de 50 100 têtes, M. Mansouri a indiqué que 40 % du volume produit sont écolés auprès de petits commerçants spécialisés dans le lait et ses dérivés, et de cafetiers de cette wilaya où la consommation de lait cru de vache reste très appréciée. Le reste est livré à des laiteries situées dans les wilayas d'Annaba, de Constantine, d'El Tarf, de Guelma, d'Oum El Bouaghi et de Béjaïa. Pourtant, selon ce responsable, le Comité d'assistance à la localisation et à la promotion des investissements et de la régulation du foncier (Calpiref) a validé, dans la wilaya de Souk Ahras, six projets d'unités de transformation de lait à Sedrata dont le périmètre agricole irrigué se prête à la culture des fourrages verts.

La localité de Machroha, distante de 20 km au nord de Souk Ahras, avait occupé en 2012, avec 26 millions de litres, le premier rang national en matière de production de lait, a rappelé le directeur des services agricoles.

Dominance de la pratique traditionnelle d'élevage

L'élevage bovin reste largement pratiqué de manière traditionnelle par les éleveurs en l'absence d'investissements pour la modernisation des équipements qui restent très onéreux, voire «hors de portée» de la majorité des producteurs laitiers de cette wilaya, selon M. Mansouri.

Les avantages consentis par les pouvoirs publics aux producteurs et collecteurs de lait ont permis de porter en peu de temps de 10 % à 38 % le taux des quantités de lait collectées.

Malgré les efforts déployés pour promouvoir la filière, de nombreuses insuffisances persistent, notamment en matière de diversification des aliments de bétail, de suivi sanitaire et d'organisation du réseau de collecte.

La wilaya de Souk Ahras compte 102 000 bovins dont 50 100 vaches laitières dont 9 000 de races modernes à haut rendement, 12 100 de races

hybrides et 29 000 de races locales ainsi que 5 000 éleveurs dont 2 100 sont associés au programme de collecte de lait.

Selon M. Mansouri, l'Office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers (Onil) assure depuis fin 2013 des aides de 12 dinars/litre aux éleveurs, 5 dinars/litre aux collecteurs et 5 dinars/litre aux laiteries.

Appel à l'ouverture d'une annexe de l'ONIL

Pour dynamiser davantage cette filière lait, le DSA préconise l'ouverture, à Souk Ahras, d'une agence de l'Office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers (Onil) qui assurerait une prise en charge «plus rapprochée» des aspects technique, économique et de contrôle liés aux différentes phases de production ainsi que la formation des éleveurs et de leurs enfants.

Le même responsable souhaite également une implication «plus engagée» dans le développement des ressources humaines de la filière de la part de la direction de la formation professionnelle et de l'université qui dispose, à Taoura, d'un institut des sciences agronomiques et vétérinaires. Il propose en outre l'institution d'une prime «sanitaire» pour les éleveurs qui

obtiennent l'agrément sanitaire vétérinaire et l'augmentation de l'indemnisation attribuée en cas d'abattage sanitaire des bovins.

L'avenir de la filière tributaire de l'industrie de transformation

Pour le président de la Chambre de l'agriculture, Mohamed Yazid Hambli, l'avenir de l'agriculture, y compris celui de la filière, reste tributaire de l'émergence et du développement d'une industrie de transformation qui inciterait les producteurs à investir davantage dans l'extension et la modernisation de leurs activités.

Une plus large disponibilité des fourrages assurerait l'augmentation de la production laitière, d'où la nécessité d'étendre les surfaces consacrées à la culture des fourrages verts, a encore estimé M. Hambli, rappelant que la Chambre a lancé une première expérience avec le concours d'une entreprise privée de Constantine portant sur la culture, sur une surface de 30 hectares situés dans une exploitation agricole de Sedrata, d'une variété nouvelle de fourrage présentant l'avantage de préserver pour de longues périodes la valeur nutritive de cet aliment de bétail.

Le président de la Chambre de l'agriculture a estimé «vital» d'inciter les jeunes, à travers les différents dispositifs de soutien à l'emploi, à se lancer dans de petits projets de transformation et de production de divers dérivés du lait.

Pour protéger les intérêts des professionnels de la filière, le ministère de l'Agriculture a prévu, à la suite d'une rencontre avec les éleveurs laitiers, des mesures destinées, sur le court et le moyen terme, à améliorer l'accès aux fourrages, à accélérer les délais d'octroi des primes de soutien et à réviser le prix de vente aux laiteries. Il est également prévu la mise en place d'un mécanisme de suivi et de surveillance associant les opérateurs de la filière afin d'augmenter le taux d'intégration de la production nationale et réduire la facture des importations.

Au cours de la même ren-

contre, il a été convenu d'adopter, à court terme, des mécanismes de facilitation des approvisionnements en fourrage auprès des minoteries et la décentralisation du dispositif de soutien pour lui conférer davantage d'efficacité.

A moyen terme, il a été décidé d'examiner les possibilités d'améliorer l'actuel dispositif de soutien, de développer les crédits collectifs et de parachever le processus de structuration de la filière. Des premières mesures qui gagneraient à être concrétisées pour permettre aux éleveurs de Souk Ahras, dont quelques-uns vouent une vraie passion pour leur métier et pour les vaches qui constituent leur gagne-pain, de donner la pleine mesure de leur savoir-faire. L'un de ces éleveurs, un universitaire reconverti, ne cachant pas son amour pour son petit cheptel bovin laitier, va même jusqu'à citer le Grand Timonier chinois Mao Tsé-toung : la bouse de la vache est plus utile que les dogmes : on peut en faire de l'engrais. **R.R.**

El-Bayadh 1 000 logements publics locatifs réceptionnés avant la fin de l'année

MILLE LOGEMENTS de type public locatif seront réceptionnés avant la fin de l'année en cours à El-Bayadh, a-t-on appris lundi des services de l'Office de promotion et de gestion immobilières (OPGI) de la wilaya. Les travaux de ce programme de logements ont atteint un taux d'avancement avoisinant les 70 %, a indiqué le directeur de cet organisme, Abderrahmane Djebiri. La commune du chef-lieu de wilaya a bénéficié de 400 unités de ces logements, localisées dans la nouvelle zone d'expansion urbaine, tandis que la commune de Labiodh Sidi Cheikh, deuxième plus grande agglomération urbaine de la wilaya, s'est vue accorder 150 unités.

Le reste de ce programme est réparti entre les autres communes, a précisé M. Djebiri. La wilaya d'El-Bayadh a enregistré la distribution de 1 300 logements depuis la fin de l'année 2014, alors qu'il est prochainement attendu l'attribution de 277 unités de logements de même type dans la commune de Bougtob, a fait savoir le directeur de l'OPGI de la wilaya. **R. R.**

M'sila

Plus de 200 artisans bénéficieront d'une formation

Plus de 200 artisans vont bénéficier, dans les prochains jours, d'une formation destinée à parfaire leurs compétences et à peaufiner leur savoir-faire par l'utilisation des techniques récentes, a-t-on appris hier, auprès de la direction du tourisme et de l'artisanat (DTA).

La formation qui cible des professionnels exerçant dans diverses spécialités artisanales comme la couture, la menuiserie d'art, la broderie et le tissage traditionnel, est initiée par la Chambre régionale de l'artisanat et des métiers (CRAM) de la wilaya de M'sila, a précisé la

même source.

L'objectif de cette formation encadrée par des maîtres-artisans, est également de promouvoir ces activités et de sauvegarder les métiers ancestraux dont quelques-uns sont en voie de disparition, à l'image de la menuiserie traditionnelle, de la

broderie des selles de chevaux, de la teinture et de la poterie, a-t-on ajouté.

Une session de formation avait été ouverte, dimanche dernier dans cette wilaya, pour former 25 artisans-forgerons à la ferronnerie d'art. **S.L.**



Réunion sur la Libye à l'ONU

Un nouveau souffle au processus de paix

■ La réunion de haut niveau sur la Libye tenue en marge de l'Assemblée générale de l'ONU à New York et les appels pressants de la communauté internationale à la formation d'un gouvernement d'union nationale ont donné un nouveau souffle aux processus de dialogue interlibyen inclusif pour le règlement de la crise dans ce pays.

Par Ali Kefsi

Les participants à cette réunion, qui a regroupé les chefs de la diplomatie des pays voisins de la Libye et des pays activement engagés dans la recherche d'une solution ainsi que des représentants de la Ligue des Etats arabes, de l'Union africaine et de l'Union européenne, étaient unanimes sur l'urgence de la mise en place d'un gouvernement d'union nationale en Libye, un pays déchiré par un conflit opposant deux autorités rivales.

Le secrétaire général de l'Onu, Ban Ki-moon, qui a organisé cette réunion «cruciale» en présence de dirigeants libyens, a exhorté les différentes factions à accepter le dernier projet d'accord, avançant que «celles qui le rejettent seraient tenues responsables des conséquences qui en suivraient». «Ce n'est plus le moment de négocier ce texte», a lancé M. Ban, soulignant qu'«aucun accord n'est parfait, mais ce document permettra à la Libye de sortir du chaos et d'avancer vers la création d'un Etat stable et démocratique doté d'un cadre juridique clair».

Jusqu'ici, les parties au dialogue interlibyen, entamé en janvier 2015 sous l'égide du représentant spécial du secrétaire général de l'Onu pour la Libye, Bernardino Leon, n'ont pas pu parvenir à conclure un accord pour mettre un terme à un conflit de quatre ans.

Plusieurs projets d'accords ont été élaborés après d'âpres négociations menées dans plusieurs pays. Toutefois lesdits

projets d'accords faisaient toujours l'objet de critiques.

Le dernier, celui du 21 septembre, semble connaître le même sort que les précédents. Mais la médiation internationale a souligné qu'il n'y aura plus d'autres projets d'accord, pressant les parties antagonistes à le signer avant le 20 octobre courant.

En proie au chaos depuis la chute du régime de Maâmmar Kadhafi en 2011, la Libye est livrée aux milices et compte deux pouvoirs rivaux, avec un Parlement basé dans la capitale Tripoli aux mains d'une coalition de milices, Fajr Libya, et un autre à Tobrouk (est), reconnu par la communauté internationale. Le conflit a affecté près de la moitié de la population libyenne, selon un rapport de l'Office des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA).

«Plus de trois millions de personnes ont été affectées par le conflit armé et l'instabilité politique que connaît la Libye, dont 2,44 millions seraient dans une situation nécessitant une protection et une assistance humanitaire», a précisé le rapport.

La formation d'un gouvernement d'union nationale: une priorité

Lors de la réunion de New York, le ministre des Affaires maghrébines, de l'Union africaine et de la Ligue des Etats arabes, Abdelkader Messahel, a réaffirmé la nécessité de la mise en place d'un gouvernement d'union nationale en Libye doté de larges prérogatives pour



Ph. : DR

assumer la transition dans ce pays. «La communauté internationale a ainsi démontré qu'elle est consciente qu'il ne saurait y avoir d'alternative à une solution négociée basée sur la signature de l'accord déjà finalisé et l'émergence d'un gouvernement de large union nationale doté de larges prérogatives (...), a souligné M. Messahel, qui s'est entretenu avec le ministre libyen des Affaires étrangères, Mohamed Dayri, notamment sur le processus de paix sous l'égide de l'Onu.

Pour les deux ministres, ce processus «doit aboutir à la signature d'un accord et à la mise en place d'un gouvernement d'union nationale».

De son côté, le ministre nigérienne des Affaires étrangères, Aichatou Boulama Kané, a affirmé que la situation en Libye «demeure très préoccupante et mérite que la communauté internationale s'implique davantage afin d'amener les populations libyennes à se réconcilier et à lutter contre les groupes terroristes qui sèment la désolation dans tout le pays».

Washington: pas de

temps à perdre

Dans le même sillage, le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, a pressé les parties libyennes d'accepter au plus vite un plan de paix de l'ONU et de former un gouvernement d'union, face à l'implantation du groupe autoproclamé «Etat islamique» (EI/Daech) dans ce pays en guerre.

«Il n'y a pas de temps à perdre», a-t-elle tonné, en présence des représentants de l'Algérie, l'Italie, l'Egypte, la Suède, l'Espagne, le Tchad, le Niger, la Ligue des Etats arabes, l'Union africaine et de l'Union européenne. «Il est impératif que toutes les parties s'efforcent d'approuver l'accord-cadre final et nomment des dirigeants, dès que possible, pour ce nouveau gouvernement», a insisté M. Kerry. Mais, a-t-il mis en garde, «si des milices ou des dirigeants continuent de se battre pour des intérêts autres que ceux de la Libye, cela ne fera qu'aider EI/Daech et c'est exactement ce que à quoi nous assistons».

A.K./APS

Sahara occidental l'Islande appelle la communauté internationale à s'intéresser à la question

LE MINISTRE des Affaires étrangères de l'Islande, Gunnar Svansson Brasze, a appelé la communauté internationale à s'intéresser à la question du Sahara occidental pour qu'elle ne reste pas dans l'oubli, a rapporté dimanche l'agence de presse sahraouie (SPS). «Nous devons veiller à ne pas oublier les autres conflits qui peuvent éclater à tout moment et ici je rappelle la question du Sahara occidental», a souligné le chef de la diplomatie d'Islande à l'issue de son intervention devant la 70^e session ordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU.

Cette position reflète l'intérêt qu'accorde l'Islande à la question du Sahara occidental depuis l'adoption par le Parlement islandais en 2013 d'une forte résolution appelant à «œuvrer activement dans les instances internationales en faveur de l'autodétermination au Sahara occidental et par laquelle a été nommé un rapport spécial pour le Sahara occidental». Dernière colonie en Afrique, le Sahara occidental a été occupé puis annexé par le Maroc il y a presque 40 ans, en 1975, après le départ des troupes espagnoles, et reste à ce jour inscrit à l'ONU au chapitre des territoires à décoloniser, selon les règles du droit international en la matière.

R. M.

Dialogue 5 + 5 de la Méditerranée occidentale

L'Algérie prend part aujourd'hui à Tanger à la 12^e conférence des MAE

L'Algérie participera mardi et mercredi à Tanger (Maroc), à la 12^e conférence des ministres des Affaires étrangères du dialogue 5+5 de la Méditerranée occidentale, sous la coprésidence Luso-marocaine, indique dimanche le ministère des Affaires étrangères (MAE) dans un communiqué.

Le secrétaire général du MAE, Abdelhamid Senouci Bereksi, conduira la délégation algérienne à cette 12^e conférence placée sous le thème de la jeunesse, gage d'une Méditerranée stable et prospère, précise la même source.

Les chefs de délégation des pays du Dialogue 5+5 aborderont, à cette occasion, trois grandes thématiques : «la sécurité en Méditerranée occidentale et dans son voisi-

nage», «la croissance économique en Méditerranée occidentale» et «la jeunesse méditerranéenne : quels défis à relever», ajoute le MAE.

Il sera également procédé, lors de cette rencontre, à «la passation de la coprésidence du Dialogue 5+5, du Portugal à la France, au titre de la rive nord, ainsi qu'à l'adoption d'une déclaration finale», souligne le communiqué.

Par ailleurs, l'Algérie qui accorde une importance «particulière» à ce cadre de Dialogue au niveau de la Méditerranée occidentale, saisira cette opportunité pour «réitérer sa position traditionnelle d'appui à la promotion des liens de bon voisinage et au renforcement des relations de coopération entre

ses Etats membres et leurs partenaires», a-t-on précisé. «Notre pays s'est distingué, à ce propos, par ses initiatives d'élargissement des segments sectoriels de coopération tels que notamment celle qui a été initiée conjointement avec l'Espagne, qui s'est ponctuée par l'adoption d'une stratégie sur l'eau en Méditerranée occidentale», rappelle le ministère.

L'Algérie plaidera en outre, «comme à l'accoutumée», en faveur de la résolution des conflits dans la région par «la voie pacifique, du respect de la légalité internationale et d'un partenariat aux retombées bénéfiques sur les deux rives de la Méditerranée», conclut le communiqué.

Sayah G.

Israël va durcir la répression, la Vieille ville de Jérusalem reste bouclée

■ Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a promis de renforcer encore la répression pour prévenir un embrasement en Cisjordanie, en proie aux violences, et à Jérusalem, où la Vieille ville restait interdite aux Palestiniens hier.

Par Ali O.



Depuis samedi, jeunes Palestiniens et soldats et policiers israéliens s'affrontent dans de nombreuses localités de Cisjordanie et certains quartiers de Jérusalem-Est, dans des scènes qui rappellent les intifadas de 1987 et 2000. Les premiers jettent pierres et cocktails Molotov, les seconds répondent désormais de plus en plus systématiquement par des tirs à balles réelles en Cisjordanie occupée. Côté israélien, quatre personnes ont été tuées depuis jeudi, deux

criblées de balles en Cisjordanie, et deux autres dans une attaque au couteau dans la Vieille ville de Jérusalem. Un Palestinien est mort dimanche soir après avoir été touché à Tulkarem, dans le nord-ouest de la Cisjordanie. Les funérailles de Houzeifa Othmane Souleimane, 18 ans, prévues à la mi-journée dans son village, risquent de donner lieu à un nouvel accès de fièvre.

Les affrontements ont fait aussi 150 blessés par balles réelles ou projectiles en caout-

chouc en moins de 48 heures, selon des sources médicales palestiniennes. Une cinquantaine d'élèves portant encore leur sac de classe sont allés hier après l'école défier les soldats israéliens à coups de pierres au point de passage de Bet El, près de Ramallah, a constaté un journaliste de l'AFF. Des heurts ont aussi été observés à Jalazoun. M. Netanyahu a prévenu dimanche soir qu'Israël menait «un combat jusqu'à la mort contre le terrorisme palestinien». Il a ordonné d'accélérer les démolitions de maisons appartenant aux auteurs d'attentats ou à leur famille. La mesure déjà été employée à maintes reprises avec l'objectif de donner à réfléchir à ceux qui veulent perpétrer

des attaques. Elle est pour les Palestiniens une des manifestations insupportables de l'occupation et est décriée par les défenseurs des droits de l'Homme comme relevant du châtiment collectif. L'une des premières maisons visées pourrait être celle de Mohannad Halabi, le Palestinien de 19 ans qui a tué un rabbin et un soldat samedi soir dans la Vieille ville avant d'être abattu. Dans la nuit, des dizaines de jeunes ont brûlé des pneus pour barrer les routes menant à son village près de Ramallah. Pour la deuxième nuit de suite, les soldats israéliens ont positionné leurs blindés au pied de la maison, laissant envisager sa destruction. L'armée a tiré à balles réelles pour disperser les jeteurs de pierre, ont constaté des journalistes de l'AFF. M. Netanyahu est soumis à la pression de certains membres de son gouvernement, l'un des plus à droite de l'histoire d'Israël, qui critiquent désormais ouvertement son action et vont jusqu'à réclamer l'annonce d'une nouvelle colonie pour donner la leçon aux Palestiniens. Le président palestinien Mahmoud Abbas a dénoncé dans la nuit «l'escalade» à laquelle se livrait Israël, qui a selon lui intérêt aux violences. Israël a déjà pris une disposition exceptionnelle et peut-être inédite en interdisant pendant deux jours, dimanche et hier, l'accès de la Vieille ville à l'immense majorité des quelque 300 000 Palestiniens de Jérusalem-Est (partie de Jérusalem occupée en 1967 et annexée par Israël) qui n'y vivent

pas pas. La partie orientale de la Vieille ville était hier largement vidée de la population. Les groupes de touristes parcourraient avec une facilité inattendue les ruelles séculaires dans lesquelles se dressaient des barrières filtrantes de la police. Même la porte des Lions, seul accès autorisé à l'esplanade des Mosquées qui surplombe la Vieille ville, se signalait par son calme. Quelques musulmanes comme Esraa Hajajra, 19 ans, y étaient fidèles au rendez-vous pour défendre l'esplanade, troisième lieu saint de l'Islam, contre ce qu'elles perçoivent comme les tentatives des Israéliens d'en prendre le contrôle. «C'est notre mosquée, mais ils veulent nous la prendre pour y prier», dit-elle.

L'esplanade, qui est aussi le site le plus sacré des juifs, enflamme des passions déjà vives. Les juifs «sont inquiets», témoigne Shilo Marom, un juif de 25 ans sur le chemin qui le mène au mur des Lamentations, en contrebas de l'esplanade. Des dizaines de juifs y prient avec ferveur et dansent au pied du mur pour célébrer le dernier jour de Souccot, grande fête juive.

«C'est un jour important», ajoute Shilo Marom, selon lequel ce ne sont pas les attentats qui vont dissuader les gens de se rendre dans la Vieille ville. «Au contraire, ils vont y aller plus nombreux pour faire passer le message». L'armée israélienne a par ailleurs répliqué par un raid aérien sur la bande de Ghaza à un tir de roquette tombé plus tôt en Israël sans faire de victime.

A. O.



Points chauds Influence

Par Fouzia Mahmoudi

Si l'Occident mené, comme toujours, par les États-Unis a vivement critiqué les frappes russes en Syrie contre des groupes terroristes qui ne sont pas directement rattachés à l'EI, ailleurs dans le monde l'on s'en félicite au contraire. Ainsi, en Irak, qui est l'un des autres pays durement touché par les terroristes islamistes, un groupe chiite a lancé cette semaine un appel en direction de Moscou. En effet, la plus puissante milice chiite irakienne soutenue par l'Iran, la brigade Badr, a souhaité aujourd'hui que la Russie mène en Irak des frappes aériennes contre l'État islamique (EI). Une autre milice chiite irakienne, Assaïb Ahl al Haq, a salué l'efficacité des raids de l'aviation russe contre les djihadistes en Syrie et a accusé les États-Unis de ne pas chercher sérieusement à combattre l'EI. «Nous attendons avec impatience de voir des avions de combat russes bombardier les positions et les centres de commandement de Daech en Irak, ainsi que les axes de communications avec la Syrie», a déclaré Mouen al Khadimi, l'un des chefs de la brigade Badr. «Nous souhaitons vraiment une intervention russe afin de chasser Daech d'Irak». Mais les miliciens ne sont pas les seuls en Irak à approuver les actions de Vladimir Poutine, le Premier ministre irakien Haïder al Abadi ayant lui-même déclaré au début du mois qu'il verrait d'un bon œil des frappes russes contre l'EI en territoire irakien. De leurs côtés les autorités russes, malgré les pressions occidentales semblent prêtes à viser les groupes terroristes sévissant en Irak. C'est du moins ce qu'affirme la presse russe. «Moscou est déterminé à mener la guerre jusqu'à la victoire contre Daech. Les bombardements des positions de l'organisation terroriste poursuivraient sur le territoire irakien», rapporte la presse russe. «La Russie prête à des opérations de bombardement en Irak aussi», titrait la «Nezavissimaïa Gazeta» hier. Le quotidien russe fait cette déduction à partir des déclarations du général russe Andreï Kartapolov, qui a notamment dit : «Non seulement nous poursuivrons nos bombardements, mais nous allons les intensifier», et de celles d'un directeur de département au ministère des Affaires étrangères, Iliia Rogatchev, qui, lui, a affirmé que la Russie pourrait bombarder les terroristes sur le territoire irakien, si l'Irak le demandait officiellement à Moscou. Reste à savoir comment Washington réagirait face à cette annonce. Car si les Américains ne sont plus officiellement impliqués en Irak, le pays reste en quelque sorte leur chasse gardée et voir les Russes faire, de fait, diminuer de leur influence pourrait pousser les États-Unis à se montrer plus fermes et plus directs dans leurs relations, déjà très difficiles, avec Moscou. F. M.

Afghanistan MSF somme Washington de s'expliquer sur Kunduz

La pression s'accroît hier sur Washington sommée de s'expliquer sur le bombardement aérien meurtrier de l'hôpital de Médecins sans frontières (MSF) à Kunduz, en Afghanistan, un acte qualifié de «crime de guerre» par l'ONG. «Écœurée» par la frappe qui a tué 22 personnes, dont 12 de ses employés et 10 patients, MSF a décidé de retirer son personnel de Kunduz, un coup terrible pour la population civile prise dans les combats entre l'armée afghane et les rebelles talibans pour le contrôle de cette ville du nord afghan. C'est en effet le seul établissement de la région capable de soigner les blessures de guerre les plus graves. «A l'heure actuelle, je ne peux pas vous dire si le centre de traumatologie de Kunduz rouvrira ou pas», a expliqué Kate Stegeman, porte-parole de MSF en Afghanistan. Samedi, vers 02h15 locales (vendredi 23h45 GMT), l'aviation américaine a bombardé «aux abords» de l'hôpital de MSF, a reconnu la mission de l'Otan en Afghanistan. Le président américain Barack Obama a rapidement annoncé l'ouverture d'une enquête, dont il attend les résultats pour «porter

un jugement définitif sur les circonstances de cette tragédie». La situation sur le terrain était «confuse et compliquée» lors de la frappe, a renchéri son secrétaire à la Défense, Ashton Carter. Des explications jugées «insuffisantes» par le directeur général de MSF, Christopher Stokes, qui s'est prononcé pour une enquête «exhaustive et transparente» menée par un «organisme international indépendant». Car MSF rejette en bloc les justifications de responsables afghans, selon lesquelles des combattants talibans se trouvaient dans l'établissement et s'en servaient comme «Ces déclarations impliquent que les forces afghanes et américaines aient décidé ensemble de raser un hôpital entièrement fonctionnel (...) Cela équivaut à reconnaître qu'il s'agit d'un crime de guerre», a déclaré M. Stokes, en écho à l'ONU qui jugeait dès samedi que la frappe aérienne pourrait relever du «crime de guerre» si elle était jugée «délibérée par la justice». De plus, «cela contredit totalement les premières tentatives du gouvernement américain de minimiser les conséquences des attaques

comme n'étant qu'un «dommage collatéral»», un vocable connoté utilisé par l'Otan quelques heures après la frappe, a souligné M. Stokes. L'ONG affirme avoir transmis préventivement les coordonnées GPS de son hôpital aux armées afghane et américaine. Or les bombardements se sont poursuivis «pendant plus de 45 minutes» après que l'ONG ait averti ces armées que son établissement avait été touché par de premiers tirs. «Les impacts étaient très ciblés, toujours sur le même bâtiment. L'avion est parti, puis il est revenu pour redonner suite à une série d'impacts, exactement sur le même bâtiment», a expliqué à l'AFP le D' Bart Janssens, directeur des opérations de MSF. En Afghanistan, les frappes aériennes de la coalition de l'Otan, qui compte encore 13.000 soldats dont 10 000 Américains, font l'objet d'une controverse quant aux «dommages collatéraux» qu'elles engendrent. Mais elles se sont avérées capitales dans le soutien apporté par l'Otan à l'armée afghane dans sa contre-offensive pour reprendre Kunduz aux talibans.



Prix «Mohamed Khadda» des arts plastiques à Mostaganem

Quarante artistes en concurrence pour le premier prix

■ Une quarantaine de plasticiens représentant 23 wilayas se disputent le prix Mohamed Khadda. Cette manifestation artistique organisée chaque année à Mostaganem était inaugurée dans l'après-midi de dimanche en présence d'un public nombreux. En effet, c'est à la maison de la culture «Ould Abderrahmane Kaki» de la ville que les amoureux des arts plastiques peuvent découvrir les œuvres des participants.

Par Abia Selles

La maison de la culture «Ould Abderrahmane Kaki» est garnie depuis dimanche soir avec les œuvres artistiques des quarante plasticiens participants à la deuxième édition du prix «Mohamed Khadda». D'ailleurs, 23 wilayas sont représentées lors de cette manifestation artistique.

La cérémonie d'ouverture de cette manifestation, organisée par la direction de la culture en collaboration avec la maison de la culture de la wilaya, a été marquée par l'inauguration d'une exposition de 80 tableaux de peinture en abstrait, impressionnisme, réalisme, expressionnisme, de miniatures et autres.

Le jury composé de trois peintres évaluera les œuvres d'art proposées pour choisir les trois premiers lauréats qui percevront des prix en nature dont la valeur varie entre 30 000 et



Ph. ZDK

80 000 DA, selon les organisateurs. Des ateliers d'arts plastiques sont prévus au profit des élèves de l'école régionale d'arts plastiques de Mostaganem pour la réalisation de toiles, qui seront exposées à la galerie «Mohamed Khadda» du musée de

Mostaganem, actuellement à l'étude, a indiqué la directrice de la maison de la culture, Bekkara Fatima. Le but majeur de cet évènement est de rendre hommage au grand plasticien Mohamed Khadda ainsi qu'encourager les jeunes plasticiens à

plus de création et de production. L'évènement est aussi un espace d'échange artistique entre amateurs, artistes en herbe et plasticiens professionnels.

C'est aussi un espace pour découvrir de jeunes talents qui pourront bénéficier d'orienta-



tions pour une carrière professionnelle.

L'artiste peintre Mohamed Khadda (1930-1991), natif de la ville de Mostaganem, fut l'un des fondateurs de l'école algérienne des arts plastiques. Il débuta sa carrière à l'âge de 17 ans avant de partir en France en 1952 où son talent artistique prit forme.

L'artiste a organisé plusieurs expositions en Algérie et à l'étranger et a contribué au mouvement culturel durant tout son parcours artistique en assumant plusieurs responsabilités au ministère de la Culture, au Haut conseil de la culture et à l'École supérieure des Beaux-arts. Il fonda, en compagnie d'une pléiade d'artistes, le groupe «Aoucham» dans les années 70 et publia deux ouvrages.

A.S.

Théâtre comique à Médéa

La femme au centre d'intérêt des participants

La femme est le sujet dominant de la 10^e édition du festival national de théâtre comique, ouvert le 30 septembre dernier à Médéa et clôturé hier soir avec pour toile de fond des représentations «typiques» démontrant l'homme imbu de préjugés, et à travers lui toute la société, contre la femme.

Choix délibéré du comité de sélection du festival, jugeant opportun d'opter pour cette thématique vu la place de la femme dans la société notamment arabe, ou simple coïncidence qui à tout le moins le mérite d'aborder un sujet entouré de tabous, en particulier dans une société où la femme fait souvent l'objet de clichés réducteurs.

Les pièces en compétition pour la «Grappe d'Or» tentent, dans leur quasi majorité, d'apporter un «regard nouveau et objectif» sur la femme, la «dédiaboliser» en quelque sorte, en invitant le public, à travers ce moyen d'expression populaire, à reconsidérer son approche et sa vision vis-à-vis de

la femme, de se faire sa propre idée de ce qu'elle est et de ce qu'elle représente, sans se référer aux clichés et aux idées préconçues.

Un exercice assez difficile et à l'effet incertain, eu égard aux pesanteurs socio-culturelles, mais mérite d'être tenté. La première pièce va s'essayer sur ce «terrain mouvant», «Nissa' a Al-Madina» (Les femmes de la ville), une production du théâtre régional de Constantine qui met en exergue l'exploitation par l'homme de la faiblesse de la femme et la capacité de cette dernière à s'adapter au pire des situations.

«Les femmes de la ville» est l'histoire de deux belles femmes convoitées par un seul homme qui va user de tous les subterfuges pour accaparer leur fortune, en ce faisant passer pour le «prince charmant». Les deux femmes parviennent à déjouer le piège et s'éloignent du danger qui les guettait.

«Kareb-Al-Ghaba» (le bateau de la forêt)

est calqué sur l'histoire du «Titanic» et raconte les mésaventures d'une «fille-mère», pourchassée par la société et va trouver refuge dans une forêt. Là-bas, elle fait la connaissance d'un garde champêtre, dont le mariage a tourné court, qui, une fois informé de son histoire, change d'attitude vis-à-vis d'elle et devient agressif. Après cette «volte-face» les deux personnes parviennent à enterrer leurs différends et entament ensemble une nouvelle vie. Finalité des choses, le dialogue et la compréhension de l'autre est la clef d'une bonne entente. «Ninna», du théâtre régional de Saïda emprunte une voie différente des précédentes pièces pour mettre en lumière une facette de cette relation «conflictuelle» entre la société et la femme, à travers les péripéties de «Ninna», une militante féministe soucieuse de partager ces «idées émancipatrices» avec des femmes issues de milieux ruraux.

L.B.

Constantine capitale de la culture arabe

D'anciens manuscrits arabes exposés en novembre

Une exposition d'anciens manuscrits arabes, conservés depuis de longues années aux Pays-Bas, sera organisée début novembre prochain sur le Vieux Rocher dans le cadre de «Constantine capitale de la culture arabe», a indiqué dimanche l'ambassadeur de ce pays à Alger, M^{me} Willemijn van Haften.

La diplomate a précisé, en marge de l'inauguration par le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, d'une exposition sur le design dans le monde arabe, que cette manifestation vise à «conforter les liens anciens, qui remontent à plus de 400 ans,

entre les Pays-Bas et le monde arabe et musulman».

L'ambassadeur des Pays-Bas a ajouté que la culture arabe a toujours eu, de par sa richesse, un impact important dans son pays situé au nord-est de l'Europe.

«Dans le cours de l'Histoire, mon pays et le monde arabe n'ont jamais été séparés ni se sont trouvés très loin l'un de l'autre», a encore souligné M^{me} van Haften.

Prévue au Palais du bey, l'exposition qui comporte des manuscrits liés à différents domaines de la connaissance et

des arts (culture, religion, sciences...), constitue une contribution des Pays-Bas à l'évènement phare de la ville des Ponts, a ajouté la chef de la mission diplomatique néerlandaise à Alger, estimant que cette manifestation est une «occasion exceptionnelle» pour mettre en relief les échanges féconds qui ont toujours marqué les relations entre les deux pays.

Elle a rappelé, dans ce contexte, que les Néerlandais sont déjà venus en Algérie il y a 4 siècles, citant l'exemple de Mourad Raïs, né à Haarlem aux Pays-Bas, de son vrai nom Jan

Janszoon, converti à l'Islam vers 1618.

Interrogée sur les partenariats culturels entre l'Algérie et son pays, M^{me} van Haften a annoncé, pour le printemps prochain, un spectacle de «fusion» entre le jazz algérien et néerlandais, rappelant dans ce contexte les deux grands concerts animés par des musiciens de son pays au festival culturel européen à Oran et Tlemcen, et la participation d'un orchestre néerlandais au récent festival de musique symphonique.

F.H.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Galerie Asselah Hocine
Jusqu'au 22 octobre :
Exposition «Le Villageois» de l'artiste peintre Rabah Boufloura

Carrefour des Artistes (Tahtahat elFananin)
Jusqu'au 15 octobre :
Soirées chaabi animées par une pléiade d'artistes professionnels

Palais de la culture Mouhamed Laid Al Khalifa de Constantine
Jusqu'au 10 octobre :
«Les arts visuels», exposition collective des artistes de l'Est
Jusqu'au 12 novembre :
Exposition collective intitulée «Al aswat al naouba»

Palais de la culture Malek-Haddad, Constantine
Jusqu'au 10 octobre :
Exposition «Douleur» (peinture et sculpture) des artistes Moulay Taleb Abdellah et Benazouz Nouredine.
Jusqu'au 10 octobre :
Exposition sur «Le chant spirituel constantinois».

Coup-franc direct



La FAF a-t-elle raison ?

Par Mahfoud M.

On se souvient que la décision avait soulevé un tollé auprès des clubs qui étaient contre et qui auraient souhaité la faire annuler. Il s'agit de la décision de ne plus recruter des joueurs étrangers dans notre championnat, eu égard aux problèmes qui ont été signalés, surtout que certains joueurs ont pris attache avec l'instance internationale pour s'y plaindre. Deux mois après cette décision, certains clubs semblent donner raison à la FAF puisqu'ils se sont embrouillés avec certains joueurs de nationalités africaines, surtout. C'est le cas de l'USM El Harrach, qui a engagé un bras de fer avec son joueur Combassa, et qui n'a plus donné signe de vie depuis quelque temps. Si la direction menace de saisir la FIFA, le joueur lui reste bloqué parce que le club n'a pas payé l'indemnité de transfert à son ancien club en Guinée. Un autre joueur africain, à savoir, Chicoto qui évolue à l'ASMO a décidé de plier bagage pour une histoire de prise en charge. On voit donc que nos clubs n'ont pas retenu la leçon et refont les mêmes erreurs, et cela conduit certainement à un blocage. Pourtant, il a fallu que les dirigeants comprennent qu'engager un joueur étranger à ses conditions qu'il faut respecter et qu'il faudrait donc s'y soumettre ou s'abstenir de les recruter sous peine de tomber sous de graves sanctions.

M. M.

Semi-marathon 2015 d'Alger
Plus de 700 participants
annoncés au rendez-vous

PRÈS de 750 participants, pour tous, El Hadi Mossab a tenu à préciser que cet événement «est une occasion pour nous pour faire connaître notre fédération et nos activités. Nous avons lancé de nouvelles spécialités sportives au profit des jeunes, afin de les encourager à pratiquer une activité physique pour le bien de leur santé». Les inscriptions se feront au niveau du bureau de l'organisateur situé à la forêt Bois des Cars (Dély Brahim) du 13 au 15 octobre. Le départ et l'arrivée de cette course (12 km) qui est ouverte uniquement aux non licenciés dans une association ou autre structure sportive, sont prévus devant l'université de Dély Brahim. Les participants seront classés dans les deux sexes avec un classement général (les trois premiers) et un classement par catégorie d'âge (18-30 ans, 31-40 ans, 41-50 ans et 51 ans et plus). Les premiers de chaque catégorie seront récompensés. Ils recevront des médailles, des coupes et des cadeaux (télévisions, ordinateurs, tablettes et autres smartphones).

pour tous, El Hadi Mossab a tenu à préciser que cet événement «est une occasion pour nous pour faire connaître notre fédération et nos activités. Nous avons lancé de nouvelles spécialités sportives au profit des jeunes, afin de les encourager à pratiquer une activité physique pour le bien de leur santé». Les inscriptions se feront au niveau du bureau de l'organisateur situé à la forêt Bois des Cars (Dély Brahim) du 13 au 15 octobre. Le départ et l'arrivée de cette course (12 km) qui est ouverte uniquement aux non licenciés dans une association ou autre structure sportive, sont prévus devant l'université de Dély Brahim. Les participants seront classés dans les deux sexes avec un classement général (les trois premiers) et un classement par catégorie d'âge (18-30 ans, 31-40 ans, 41-50 ans et 51 ans et plus). Les premiers de chaque catégorie seront récompensés. Ils recevront des médailles, des coupes et des cadeaux (télévisions, ordinateurs, tablettes et autres smartphones).

EN de Volley-ball Messieurs

Fin de mission
pour l'entraîneur Tizi-Oualou

L'ENTRAÎNEUR national de la sélection algérienne de volley-ball (messieurs), Lyes Tizi-Oualou, n'est plus à la tête du Six algérien pour «objectif non atteint», a annoncé dimanche, le président de la Fédération algérienne de volley-ball (FAVB), Okba Gougam. «Tizi-Oualou, qui n'a pas atteint l'objectif assigné, au Championnat d'Afrique des nations-2015 disputé en Egypte, à savoir, le podium, n'est plus à la tête de l'équipe», a souligné à l'APS, le président de l'instance fédérale. L'ancien entraîneur national qui n'a pas effectué le déplacement avec son équipe à Brazzaville, «pour un problème de vaccination», a été remplacé par son adjoint Mouloud Ikhedji qui a conduit son équipe à la 1^{re} marche du podium aux Jeux Africains-2015. «Nous devons mettre fin aux fonctions de Tizi-Oualou, après le championnat d'Afrique, mais l'approche des JA-2015, nous a obli-

gés à surseoir à son limogeage après les jeux de Brazzaville. Finalement son absence au Congo, a été la goutte qui a fait déborder le vase», a ajouté le premier responsable de la FAVB. Concernant le successeur de Tizi-Oualou, Gougam a souligné que «logiquement», Mouloud Ikhedji, qui assure l'intérim, est pressenti à ce poste. «Logiquement, c'est Ikhedji qui sera à la tête de la barre technique de la sélection masculine. Toutefois, on ne se focalise pas sur cette catégorie, car un vaste mouvement touche les sélections nationales de toutes les catégories d'âge», a précisé Gougam. La sélection masculine (seniors) se trouve actuellement en stage pour préparer son match contre la Tunisie prévu entre le 17 et le 24 octobre comptant pour les éliminatoires des JO-2016 de Rio de Janeiro (Zone 1).

Equipe nationale
Les choses sérieuses
commencent pour les Verts

■ Le stage de l'équipe nationale de football a officiellement débuté avec ce regroupement au centre des équipes nationales de Sidi Moussa et qui devrait se solder par deux matchs amicaux respectivement face à la Guinée et le Sénégal.



Par Mahfoud M.

Le coach national, Christian Gourcuff a fait appel à 23 joueurs pour ce stage, mais et suite aux différentes défections a remplacé certains éléments professionnels par des locaux. C'est le cas de Bentaleb et Zeffane, blessés, qui sont remplacés par Ziti et El Orfi. Le driver des Verts espèrent que ces éléments soient à la hauteur de la confiance placée en eux, surtout qu'il attend beaucoup d'eux pour ce stage et les deux matchs amicaux. C'est le cas aussi pour les éléments qui portent pour la première fois de leur carrière les

couleurs nationales, en autres, Jeannine, Tahart et Benrahma qui ont été appelés par Gourcuff pour les voir à l'œuvre pendant ce stage et voir s'ils ont le niveau pour figurer en sélection pour les prochains matchs. Le technicien français souhaite trouver des solutions dans certains postes, où il a constaté des manques pendant le dernier match face au Lesotho. Pour lui, il faudra mettre en place une équipe homogène qui puisse réussir à s'imposer dans ces éliminatoires de la CAN et celles du Mondial qui seront plus difficiles. Le plus important pour lui est aussi de trouver des doublures pour pou-

voir prévenir les défections constatées lors de cette période. A noter que la première séance d'entraînement était prévu hier à Sidi Moussa avec la présence des joueurs locaux et de certains éléments professionnels, en attendant l'arrivée des autres joueurs juste après avoir disputé leurs rencontres pour le compte des championnats européens. L'attaquant évoluant aux Emirats arabes unis, à savoir, Belfodil, a retardé son arrivée aussi de 48 heures et ce après avoir été retenu par son club employeur. M. M.

Ligue 1 (6^e journée - mise à jour)

Le match USMA-MOB avancé au lundi 12 octobre

Le match USM Alger-MO Béjaïa comptant pour la mise à jour de la 6^e journée de Ligue 1 de football, initialement prévu le mardi 13 octobre a été avancé d'une journée et aura lieu finalement le lundi 12 à partir de 18h00 au stade Omar-Hamadi, a annoncé dimanche la Ligue professionnelle (LFP). «En raison de

la programmation de la rencontre amicale de l'équipe nationale (contre le Sénégal, ndlr), le match entre l'USMA et le MOB initialement prévu le 13 octobre aura lieu le lundi 12 octobre», a indiqué la LFP. La 6^e journée de Ligue 1 s'est jouée le 28 septembre dernier et le match USM Alger-MO Béjaïa a été reporté à

cause des engagements des Usmistes en Ligue des champions africaine. Les gars de Soustara se sont qualifiés samedi pour la finale malgré le nul à domicile face à Al-Hilal du Soudan (0-0, aller : victoire 2-1). La rencontre des U21 se jouera le même jour à 14h30, précise la LFP dans un communiqué.

USM Ba-MCO au stade Brakni

La rencontre USM Blida-MC Brakni pour le compte de la 8^e journée de Ligue 1 Mobilis, initialement programmée au stade Mustapha-Tchaker le samedi 17 octobre, se jouera au stade

Brakni à 16h00, a annoncé dimanche la Ligue de football professionnel (LFP). «Suite à la fermeture du stade Tchaker pour travaux, le match entre l'USM Blida et le MC Oran aura lieu

exceptionnellement au stade Brakni», explique la LFP dans un communiqué. La rencontre USM Blida-MC Oran chez les U21 se jouera à 11h00.

Ligue 1 Mobilis de football (7^e journée)

Le DRBT bat le MCA

Le MC Alger s'est incliné devant le DRB Tadjenanet par (2-3), mi-temps (1-1), en match décalé de la 7^e journée du championnat de ligue 1 «Mobilis» de football, disputé dimanche au stade Omar-

Hamadi (Alger). Les buts de la rencontre ont été inscrits par Merzougui (13) et Bouhenna (53) pour le MCA, Guitoun (38) et Chibane (60 et 86) pour le DRBT. Cette victoire permet au «nouveau promu» de prendre provi-

soiremet la tête du classement avec un total de 14 points, devant l'USM Alger et le CR Belouizdad (12), alors que le MCA partage la 4^e place avec l'USM Harrach (11 points).

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Art contemporain

Le plasticien Neil Beloufa candidat au prix Artes Mundi

LE PLASTICIEN franco-algérien Neil Beloufa a été retenu par le jury du prix Artes Mundi (Art du monde), le plus important prix d'art contemporain du Royaume-Uni décerné à un artiste dont l'œuvre traite «de la condition humaine et des expériences vécues», selon le site Internet du prix.

Neil Beloufa figure ainsi sur la liste des sept artistes sélectionnés pour la 7^e édition de ce prix d'art contemporain. La liste compte, outre l'artiste franco-algérien, des artistes de Grande-Bretagne, d'Angola, d'Allemagne, des Etats-Unis, et du Liban. Le nom du lauréat du prix Artes Mundi doté de 40 000

livres sterling sera connu en janvier 2017 à l'issue de l'exposition Artes Mundi qui regroupera au National Museum Of Art de Cardiff, du 21 octobre 2016 au 26 février 2017, les œuvres de chacun des finalistes.

Le prix Artes Mundi a été décerné pour la première fois en 2004. La 6^e édition qui a eu lieu en 2014 a distingué le plasticien afro-américain Theaster Gates.

Neil Beloufa est né en 1985 à Paris (France). Il est diplômé de l'Ecole supérieure des beaux-arts (ENSBA) et de l'Ecole supérieure des arts décoratifs (ENSAD) de Paris.

R. C.

Oran

Démantèlement d'un réseau international de trafic de drogue

LES SERVICES de la Gendarmerie nationale d'Oran ont réussi à démanteler un réseau international de trafic de drogue, dans une opération qui s'est soldée par la saisie de 649 kg de kif traité, a-t-on appris hier auprès de ce corps de sécurité. Cette opération d'«*envergure*» a permis l'arrestation de six individus constituant ce réseau, qui s'est spécialisé dans le trafic du kif traité provenant du Maroc. L'activité de ce réseau portait essentiellement sur l'acheminement de cette drogue à partir des frontières ouest vers des pays voisins, passant par les frontières Est de l'Algérie, a-t-on indiqué.

Opérée par les gendarmes de la section de recherche relevant du groupement territorial d'Oran, soutenus par ceux de la section

de sécurité et d'intervention ainsi que la brigade cinotechnique, cette opération a permis également la saisie de 7 véhicules utilitaires et touristiques et un camion. Ces moyens servaient au transport de la drogue.

Une somme de plus de 6 millions DA a été également saisie lors de cette affaire.

Agissant sur renseignement faisant état d'un réseau de criminels activant dans le domaine du trafic international de drogue, les gendarmes ont lancé une vaste opération de recherche et d'investigation, à travers un dispositif sécuritaire fixe et mobile, en vue de suivre les mouvements des narcotrafiquants, au moment où ils s'approprièrent à acheminer la drogue vers une ville de l'est du pays.

Hani Y.

Tizi Ouzou

117 000 demandes de logement dont 70 000 de type social

QUELQUE 117 000 demandes d'acquisition de logement ont été enregistrées dans la wilaya de Tizi Ouzou, selon une première estimation établie par la direction locale du logement en s'appuyant sur les statistiques des communes. Selon le premier responsable de cette direction, Mustapha Banouh, qui a révélé hier ce chiffre au cours d'un point de presse animé en marge de la célébration de la Journée mondiale de l'habitat, une première investigation dans cette situation a permis d'éliminer 50 000 des 70 000 demandeurs de logements sociaux pour inéligibilité eu égard aux revenus du foyer. L'analyse de cette demande formulée pour tous les segments de logements grâce à une seconde application

permettant de filtrer encore la liste des demandeurs, toujours selon Banouh. Concernant le phénomène du squat des logements publics, le même responsable a indiqué que l'on compte un millier dans la wilaya de Tizi Ouzou et peu de ces logements squattés depuis plus de 20 ans ont été récupérés après les procédures judiciaires entamées à l'encontre de leurs auteurs.

Le même directeur a relevé plusieurs contraintes auxquelles sont confrontés des programmes de réalisation de logements en cours dans la wilaya, notamment le problème du foncier, le manque de main-d'œuvre qualifiée et de moyens de réalisation des entreprises.

Hamid M.

COMMÉMORATION DU 5 OCTOBRE 1988



Louvis

Djalou@hotmail.com

Oued El-Harrach et lac de Reghaïa

Les usines responsables de la pollution menacées de fermeture

■ Les unités industrielles responsables de la pollution de Oued El-Harrach et du lac de Reghaïa dans la wilaya d'Alger sont menacées de fermeture si elles ne se dotent pas de mini-stations d'épuration, a-t-on appris hier auprès du directeur des ressources en eau.

Par Halim T.

La direction des ressources en eau a adressé récemment des dizaines de mises en demeure aux unités qui continuent à déverser leurs rejets industriels dans Oued El-Harrach et le lac de Reghaïa (est d'Alger) pour les inciter à se doter de mini-stations d'épuration, a précisé Amirouche Ismaïl. De nouvelles mises en demeure seront envoyées aux mêmes usines si elles ne se dotent pas des équipements nécessaires, a-t-il dit, précisant que les mesures de la direction à leur encontre peuvent aller jusqu'à la fermeture.

La commission chargée par la direction de wilaya des ressources en eau de cartographier les entreprises industrielles de certaines zones industrielles (Baba Ali, El-Harrach, Oued S'mar, Baraki, Gué de Constantine et Beni H'midine) a souligné que les rejets de 573 unités industrielles sur les 622 recensées ne présentaient pas de risque environnemental.

Sur les 85 entreprises indus-

trielles polluantes dans les zones industrielles susmentionnées, seules 17 disposent de systèmes de traitement de leurs déchets déversés dans Oued El-Harrach et le lac de Reghaïa et deux d'entre elles ont l'intention de réaliser des mini-stations d'épuration. Il a déclaré que la station d'épuration de Baraki n'a pas été affectée par les eaux industrielles polluées qu'elle recueille à travers les conduites d'assainissement à partir de ces unités, celles-ci n'étant pas équipées pour le traitement des déchets industriels. Les entreprises industrielles sont responsables de la pollution permanente de Oued El Harrach, leurs déchets étant directement déversés dans ce cours d'eau ce qui entrave les opérations d'assainissement.

Le lac de Reghaïa, classé réserve naturelle en juin 2003, où sont déversés les déchets de 88 unités industrielles activant dans la zone industrielle de Rouiba connaît la même situation, sachant qu'une enquête a fait ressortir que la plupart de ces unités disposent de stations de traitement mais restent inex-

ploitées pour des raisons multiples.

L'activité des entreprises polluantes à Alger est l'industrie du médicament. Les entreprises créées il y a dix ans disposent de stations de traitement des déchets comme prévu par leur cahier des charges. Le problème se pose donc pour les vieilles unités. Cependant, l'existence de nouvelles entreprises qui ne respectent pas les mesures relatives aux rejets suscite des interrogations sur la manière dont elles ont obtenu l'autorisation d'exercer leurs activités, à l'exemple de la cimenterie d'El Harrach qui déverse ses déchets dans Oued El Karma (Baba Ali, 3 km d'Alger) affluent vers Oued El Harrach.

La liste des entreprises polluantes comprend également des tanneries qui utilisent des produits chimiques dans le traitement des cuirs et les entreprises possédant un grand parc de camions qui déversent des huiles directement dans Oued El Harrach en l'absence de conventions avec Naftal qui est censée les récupérer pour les réutiliser.

H. T./APS

Boumerdès

Découverte de 7 casemates

SEPT CASEMATES aménagées contenant une bombe artisanale et 15 mines antipersonnel ont été découvertes dimanche par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) relevant du secteur opérationnel de Boumerdès, indique hier un communiqué du ministère de la Défense nationale.

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste, un détachement relevant du secteur opérationnel de Boumerdès (1^{re} Région militaire),

a découvert, avant-hier 4 octobre 2015, lors d'une opération de ratissage près de la zone de Oued Akerkour, sept casemates aménagées contenant une bombe de confection artisanale, quinze mines antipersonnel, un groupe électrogène, des substances de vivre, des effets de couchage et d'autres objets qui ont été détruits sur place», précise la même source.

«Par ailleurs, des détachements relevant des secteurs opé-

rationnels de Tamanrasset, Bordj Bacji Mokhtar et In Guezam (6^e Région militaire) ont arrêté, lors de différentes opérations, trente contrebandiers de différentes nationalités et ont saisi un camion, un véhicule tout-terrain, 25 tonnes de ciment, 130 marteaux, 10 détecteurs de métaux, 4 marteaux piqueurs, des explosifs, des outils de détonation et des téléphones portables», ajoute-t-on.

R. N.